

CHOMAGE DES JEUNES

Le CIE, remède miracle?



Dialogue de la colère et de l'aveuglement. Manif du 17 novembre devant le ministère du travail.
(photo: Richard Graf)

Les critiques du projet de loi 5611 continuent à dénoncer son caractère "anti-jeunes". François Biltgen s'appuie sur une étude dont les recommandations ne correspondent pas vraiment aux options choisies par le ministre.

(RK) - "Une menace pour chaque jeune", c'est ainsi que le "Nationale Streikkomitee" qualifie le projet de loi 5611 dans sa brochure distribuée dans tous les lycées. Certes, la mobilisation de la mi-novembre a conduit le gouvernement à amender le texte, retirant notamment le délai de carence de six mois. D'après cette disposition, après avoir participé à un stage d'insertion ou une autre mesure active pour l'emploi, il aurait fallu attendre, dans tous les cas, six mois avant de toucher à nouveau une allocation chômage. Mais aux yeux du Streikkomitee, cette concession n'est que poudre aux yeux. Sur le droit aux allocations, comme sur les conditions dans lesquelles s'effectuent les mesures actives, ils continuent à mobiliser.

No money

Et ils ne manquent pas d'arguments. Que le projet de loi regorge toujours de dispositions manifestement "anti-jeunes" est d'autant plus affligeant pour le gouvernement et les partis de la majorité qu'il s'agit de sa troisième mouture. Ainsi le Streikkomitee dénonce que "Biltgen veut faire des économies sur le dos des jeunes chômeurs!". En effet, le ministre du travail a maintenu les dispositions sur la proportionnalité de la durée des allocations: après avoir travaillé pendant six mois, on n'a droit qu'à six mois d'allocations, alors qu'actuellement, on a droit à douze mois dans tous les cas. On ne voit pas à quoi sert cette diminution des droits, sinon à faire des économies du côté des dépenses publiques.

Radinerie encore du côté des rémunérations prévues pour les stages. "80 % de salaire pour 100 % de travail?", demande le Streikkomitee. La formule occulte le fait que les stages comprennent obligatoirement une formation, estimée à huit heures par semaine. Les 80 % de salaire viennent du fait que la formation n'est pas

rémunérée. Plutôt que de contester cette forme de temps partiel subi, le Streikkomitee met l'accent sur le niveau de revenu résultant: environ 1.200 euros par mois. La plupart des entreprises rajoutent une "prime de mérite", a expliqué à plusieurs reprises François Biltgen. Si tel est le cas, pourquoi ne pas augmenter le niveau de rémunération prévu par la loi? rétorque le Streikkomitee.

Notons que si les critiques du Streikkomitee sont justifiées, elles ne sont pas exemptes d'accents de populisme de gauche. Ainsi, la brochure dénonce le fait que les stages, "une bonne affaire pour les entreprises", sont à 50 % payés par l'Etat, "c'est-à-dire par nous tous". Et, plus loin: "Alors que l'Etat gaspille des millions d'euros dans des projets de prestige ...". Ces raisonnements au ras des pâquerettes suffiront-ils pour relancer une mobilisation quelque peu en perte de vitesse? D'un côté, les tentatives des membres du Streikkomitee de sensibiliser leurs pairs se heurtent à des directions d'école pratiquant une solidarité aveugle avec le pouvoir en place. De l'autre, selon nos informations, le support des syndicats OGBL, SEW et FNCTT-FEL serait vacillant.

En face, François Biltgen vient d'abattre ce qu'il croit être un atout: le rapport du Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques (Ceps) sur l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi, présenté jeudi dernier. La quintessence que le ministre a tirée de ce rapport était résumée par le dernier slide de la présentation Powerpoint: "Les mesures avec stage [sont] très efficaces pour trouver un emploi à des personnes que le marché n'aurait pas absorbées, [mais] quand il n'y a pas embauche, [ils sont] peu efficaces pour améliorer l'employabilité des bénéficiaires". Conclusion: faire faire des Contrats d'initiation à l'emploi (CIE) à un maximum de jeunes,

avec le but d'une embauche définitive à la fin de la mesure.

Or le bilan dressé par le Ceps est bien plus complexe. Malgré une deuxième partie, dont le côté "la voix de son maître" dessert la réputation du centre d'études, les constats de la première partie du rapport ne cautionnent que partiellement le projet de loi du ministre.

Certes, les chiffres justifient que le ministre ait fustigé les "Contrats d'auxiliaire temporaire" (CAT) dans le public. Dans la mesure où les "patrons" du secteur public ont rarement la possibilité de procéder à une embauche définitive, les jeunes qui sortent d'un CAT se retrouvent à nouveau au chômage et ont moins de chances de trouver un emploi qu'avant la mesure. Le rapport parle de stigmatisation et explique cette situation "par un élément spécifique au CAT public: la volonté que semblent afficher les jeunes Luxembourgeois bénéficiaires d'un CAT public de se maintenir dans le secteur étatique pour y faire carrière."

CIE contre CAT

Mais le ministre n'a pas tout pris en compte. En effet, dès lors qu'elles ne conduisent pas à une embauche dans l'entreprise où a eu lieu le stage, les autres types de mesures conduisent également à une stigmatisation. Pour éviter les effets négatifs de stages n'aboutissant pas à une embauche, la recommandation des chercheur-se-s du Ceps est claire: "promouvoir la mesure davantage comme une période de formation et de recherche d'emploi que comme une préembauche dans l'entreprise où se déroule le stage." Or, dans le débat public, Biltgen et les politiciens de la majorité ont plutôt mis l'accent sur la perspective d'embauche que sur la formation.

Cela confirme le soupçon qu'il s'agit avant tout de faire embaucher un maximum de jeunes. Pour faire du chiffre, après avoir appliqué des standards élevés, mais rejetés par les entreprises, on finira par sacrifier la qualité de formation et d'insertion. L'autre objectif est sans doute de dépenser moins, en limitant le niveau des allocations. Le tout est justifié par l'argument passe-partout "mieux vaut investir dans l'emploi que dans le chômage".

Les mesures risquent-elles de coûter trop cher? En comparaison européenne, le Luxembourg se retrouve en queue de peloton pour les dépenses aussi bien en faveur des mesures actives qu'en faveur de la formation. D'ailleurs ce dernier type de mesure, déprécié dans le rapport du Ceps, est réhabilité dans le rapport européen sur l'emploi de 2006: on y constate que les analyses micro-économiques conduisent à préférer les mesures d'insertion directe sur le marché du travail. Mais des modèles macro-économiques, prenant en compte le long terme, montreraient que la formation des demandeur-se-s d'emploi serait bien plus efficace. Notons qu'au Luxembourg, la principale raison du chômage résident est une inadéquation entre les capacités des demandeur-se-s et les besoins des employeur-se-s. Mettre l'accent sur la formation plutôt que sur une insertion bâclée s'imposerait plus qu'ailleurs. Espérons que François Biltgen ne lit pas seulement les rapports qui confortent ses idées.

Jo, mir si mam Velo do

Ein Jahr nach der Bildung des blau-grünen Schöffengerates in der Hauptstadt, zog die Truppe um den einstigen CSV-Schöffen Laurent Mosar, die nunmehr die Oppositionsbank drückt, eine Jahresbilanz: In den Bereichen der Stadtentwicklung seien kaum Weichen für die Zukunft gestellt worden, vor allem der Dialog mit den Bürgern über die katastrophale Verkehrsregelung für Radfahrer auf Limpertsberg lasse zu wünschen übrig. Dieser Meinung scheinen die Bürger jedoch nicht zu sein - glaubt man der Studie, welche "Déi Gréng Stad Lëtzebuerg" wenige Tage zuvor vorgestellt hatten. In deren Auftrag hatte die Ilres zwischen dem 3. und 15. November eine telefonische Umfrage bei 501 BürgerInnen aus der Hauptstadt und dem Umland durchgeführt. Das Ergebnis lasse auf einen Mentalitätswandel schließen, so die Grünen: Demnach schätzten 80 Prozent der Befragten die ergriffenen Maßnahmen der Verantwortlichen - den Radweg auf dem Viadukt sowie die Öffnung der Einbahnwege - als positiv ein. 50 Prozent der Bewohner befürworteten den Ausbau der Radwege in der Hauptstadt. "Déi Gréng" fühlen sich durch diese Ergebnisse in ihren "Mobilität douce"-Initiativen bestätigt und wollen einen weiteren Ausbau der Fahrradinfrastruktur. Dazu gehört auch die Sicherung von Radwegen, Einrichtung von Fahrradständern sowie einer städtischen Fahrradverleihstelle. Auch auf die umfangreiche Information und Sensibilisierung der Bevölkerung wird großer Wert gelegt. Einen Anfang bedeutet in dieser Hinsicht der Kredit von 500.000 Euro im kommunalen Budget 2007, der für die erste Phase der Umsetzung des Konzeptes "Vélo en Ville" zur Verfügung steht.

Freude und Schrecken über CO₂-Allokationsplan

Er sei erschrocken gewesen, als die Nachricht aus Brüssel kam, so beschrieb Umweltminister Lucien Lux am Donnerstag seine Reaktion auf die Entscheidung der Kommission über den Plan national d'allocation. Dieser Plan legt fest, welche Emissionswerte Industrieanlagen in den EU-Staaten für die Periode von 2008 bis 2012 zugestanden werden. Luxemburg hatte 3,95 Millionen Tonnen CO₂ im jährlichen Durchschnitt angefragt. Die EU-Kommission gesteht den hiesigen Industriebetrieben nur rund 2,7 Mio Tonnen zu - rund 30 Prozent weniger. "Inakzeptabel", so Lux, notfalls werde man bis vor den Europäischen Gerichtshof ziehen. Zunächst werden jedoch die Verhandlungen mit der Kommission noch einmal aufgenommen, alles hänge davon ab, wie gesprächsbereit die Kommission sich zeigen wird, so Lucien Lux. Was er konkret vorschlagen wird, wollte der Umweltminister nicht verraten. Nur so viel: Bei der Reserve, die man ausgehandelt hatte, sei noch etwas Spielraum. Hauptkritikpunkt der Regierung ist die Tatsache, dass für die Kommission nur das Jahr 2005 als Referenzjahr gilt. In diesem Jahr hätten nicht alle Anlagen funktioniert, so Lux. Er verwarf auch das Argument, in der Industrie könne genug eingespart werden, um doch noch auf den von der Kommission verlangten Wert zu kommen. Freude kam bei Lucien Lux jedoch darüber auf, dass die Kommission weder das Luxemburger Tanktourismus-Modell noch die Höhe des vorgeschlagenen Einkaufs von Emissionsrechten in Frage gestellt hat. Dass nur die Industrie-Quoten, aber nicht die sonstigen CO₂-Ausstöße von der Kommission kritisiert werden, löste denn auch beim Mouvement écologique "Befremden" aus. Zwar sei auch die Industrie gefordert effektive Anstrengungen zu machen, doch gab der Méco Lux insofern Sukkurs, als eine zusätzliche Reduktion von 30 Prozent "weitreichende Folgen" für Luxemburg haben könnte. Vor allem lenke aber die Fokussierung auf die Industrie davon ab, dass nicht die Industrie, sondern andere Bereiche wie der Verkehr die höchsten Zuwächse an CO₂ aufweisen und außer Kontrolle geraten sind.